



LP57  
MJC

5 Rue Etienne Gantrel  
57050 METZ

## **Soutien à Ludo et Alexandre**

### **Arrêt immédiat des procédures de licenciement**

### **Réintégration immédiate à leur poste de travail**

La Fédération de Moselle de la Libre Pensée souhaite réagir aux situations faites :

- à **Ludo**, cheminot à Woippy, militant reconnu pour son engagement dans les luttes pacifistes et antimilitaristes. À l'origine de cette affaire : l'utilisation d'une torche SNCF lors d'une manifestation. Pour ce fait, il a été poursuivi sous l'accusation de « *détention, utilisation et recel d'engins explosifs* ». Si les poursuites judiciaires sont aujourd'hui closes, la SNCF persiste néanmoins dans son acharnement : **Ludo** fait l'objet d'une mise à pied conservatoire, le maintenant éloigné de son poste, ainsi que d'une procédure de licenciement.
- A **Alexandre**, représentant syndical à Pélico, réprimé par son entreprise après que les employés se sont pour faire entendre leurs revendications : « *Nous ne voulons pas que notre travail serve à améliorer la production de bombes, et encore moins pour aider un aider génocidaire !* ». Alors que l'inspection du travail a refusé la demande d'autorisation de licenciement, refus que le ministère a maintenu, la direction de Pélico persiste à vouloir licencier **Alexandre** en contestant le recours hiérarchique devant le Tribunal administratif.

**1984** semble, une fois de plus, tristement d'actualité. Après « *La guerre, c'est la paix* », « *La liberté, c'est l'esclavage* » et « *L'ignorance, c'est la force* », voici désormais qu'un militant pacifiste et antimilitariste et qu'un représentant syndical sont assimilés à des dangereux terroristes.

**La Fédération de Moselle de la Libre pensée exige la fin immédiate des poursuites et des mesures prises contre Ludo**

**Arrêt immédiat des procédures de licenciement**  
**Réintégration immédiate à son poste de travail.**

Metz le 6 mai 2026